



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 32, NUMÉRO 4, NOVEMBRE 2010

Lever le voile : 35 ans d'action d'Inter Pares pour la justice sociale

Lors de notre assemblée générale d'avril, Peter Gillespie, membre du personnel, a livré ses réflexions sur quelque vingt-cinq ans de travail à Inter Pares. En voici une partie.

Ce soir, j'ai pensé évoquer quelques anecdotes pour raconter ce que fait – et ce qu'a fait – Inter Pares depuis sa création il y a trente-cinq ans.

J'ai eu le privilège de travailler avec certaines des personnes les plus extraordinaires au monde : des gens qui luttent contre la pauvreté, des militantes et militants des droits de la personne, des membres du mouvement antiapartheid et d'autres qui luttent contre les dictatures au Bangladesh, en Birmanie, en Indonésie et aux Philippines. Des personnes qui savaient que la démocratie, les droits de la personne et la justice sociale sont des valeurs auxquelles il vaut la peine de consacrer sa vie, quitte à la risquer parfois. De façon remarquable, en dépit du danger, elles ont fait du travail d'organisation, mis sur pied des coopératives agricoles, des organisations de femmes, des programmes d'éducation et de santé pour les personnes déplacées et des services pour celles et ceux qui ont survécu à la torture et la violence. Ce fut un honneur pour moi d'accompagner ces luttes – même si je suis encore hanté par le souvenir des amis et des collègues disparus en cours de route.

J'ai eu aussi le privilège de travailler avec certaines des personnes les plus marginalisées au monde : les *wallahs* des rickshaws au Bangladesh, qui m'ont appris l'humilité avec leur générosité aussi grande que leur pauvreté; les gens sans terre qui se défendent de l'expulsion par la force; les travailleurs de la canne à sucre aux Philippines, qui tâchent de démanteler un système féodal dont ils sont prisonniers avec leur famille depuis des générations; les réfugiés birmans qui, au péril de leur vie, organisent des équipes de santé qui vont soigner les communautés déplacées dans les zones de guerre.

Un élément du caractère unique d'Inter Pares, c'est que nous avons toujours inclus le Canada dans notre travail sur le terrain. À mon arrivée en 1985, Inter Pares s'intéressait à la médicalisation de la santé des femmes et au ciblage des femmes par l'industrie pharmaceutique.

Notre travail mobilisait des militantes canadiennes de la santé et intégrait les expériences parallèles de femmes du Bangladesh. Au cours des années 1990, au Canada et outre-mer, nous avons travaillé aux droits relatifs à la santé génésique, afin de contester les programmes de stérilisation autocratiques, coercitifs et souvent imposés de force à des femmes pauvres au Bangladesh et en Indonésie, de même qu'à des femmes autochtones et handicapées au Canada.

Inter Pares participe aussi aux débats sur le rôle du Canada dans le monde – en ce qui a trait à la réglementation des sociétés minières canadiennes ayant des activités à l'étranger, aux agrocombustibles et au besoin d'un cadre éthique pour l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Plus récemment, nous avons travaillé avec les réfugiés birmans en Malaisie, appuyant leurs efforts d'organisation en vue d'assurer leur protection. Être une personne réfugiée en Malaisie, c'est être hors-la-loi. N'ayant pas signé la Convention des Nations unies sur les réfugiés, la Malaisie les considère comme des immigrants illégaux. Après avoir dû fuir leur patrie, les personnes réfugiées risquent l'arrestation, l'extorsion, la détention, la flagellation et la déportation. Elles sont souvent vendues par les autorités malaisiennes de l'immigration à des trafiquants qui les revendent comme esclaves dans les plantations et les flottes de pêche. Dans le cas des femmes, c'est souvent la disparition pure et simple. Le gouvernement malaisien a mis sur pied des groupes de justiciers civils qui font la chasse aux réfugiés, leur versant une prime pour chaque personne capturée. On imagine facilement comment les choses se passent.

Il y a plusieurs années, j'ai visité un camp où vivaient une quarantaine de réfugiés dans la jungle malaise. C'était dans un ravin infesté de moustiques où les personnes dormaient sur des plateformes de bambou recouvertes de bâches en plastique. Sur le seul espace plat, elles avaient érigé une chapelle. C'est là qu'elles se réunirent pour me raconter leur vie. Tous les quelques mois, la police arrive à cheval; les réfugiés s'enfuient dans la jungle pendant que la police brûle tout. Quelques jours plus tard, les réfugiés viennent rebâtir le camp. Certains vivaient là depuis dix ans.

Quand vint le moment de partir, un homme plus âgé se leva. Il pleurait. Il déclara : « Ça me fend le cœur qu'une personne s'inquiète suffisamment de notre sort pour venir d'aussi loin jusqu'ici. »

Je pense que cela décrit assez bien le travail d'Inter Pares. Nous essayons de lever le voile sur le sort des personnes les plus marginalisées au monde. Et nous essayons de soutenir leurs efforts pour vivre dans la sûreté, la sécurité et la justice. ☞

Le texte complet de l'allocation de Peter est disponible au www.interpares.ca/en/publications/pdf/PeterGillespie-Reflections-AGM2010.pdf (en anglais seulement)

Cela fait trente-cinq ans qu'Inter Pares établit des rapports pour la justice sociale, mettant en contact des personnes qui témoignent envers et contre tout que l'avenir peut être meilleur. Ce *Bulletin* vous donne un aperçu de ce qu'il est possible d'accomplir quand les gens travaillent ensemble – entre égaux.

Rendre les droits concrets

Nijera Kori sort du lot parmi les 22 000 ONG du Bangladesh. Depuis 1980, Inter Pares soutient son travail avec les plus pauvres d'entre les pauvres en vue de bâtir des organisations qui les aident à revendiquer leurs droits citoyens. Nijera Kori appelle cela *rendre les droits concrets*.

En grande partie pour combler les exigences des bailleurs de fonds et les lacunes de l'État, plusieurs ONG du Bangladesh assurent maintenant l'éducation de base, les soins de santé et les services sociaux du pays. Ce qui est considéré comme une responsabilité publique au Canada est maintenant offert par des ONG ou des entreprises privées. Nijera Kori estime que ces services de base relèvent de l'État. Et grâce à Nijera Kori, 800 000 membres de groupes villageois exigent que l'État fournisse des services d'éducation, des soins de santé et des services sociaux.

En novembre dernier, David Bruer, membre du personnel d'Inter Pares, a rencontré le comité de surveillance de la santé (HWC) de Nijera Kori du village de Sagatha. Assis par terre derrière la maison de l'un des membres, ils s'empressèrent de présenter leurs réalisations. Ils contèrent l'histoire d'une femme qui s'était présentée à l'hôpital local pour un traitement lié à sa grossesse et qu'on avait renvoyée sous prétexte qu'elle n'avait pas d'argent. Après l'intervention du HWC, le médecin accepta d'offrir le service gratuitement, tel que prévu par la loi. Grâce à la formation offerte par Nijera Kori, le HWC connaît ses droits et les responsabilités du système public de santé – et ses membres ont bien l'intention de voir à ce que le système fonctionne!

Lors d'une autre rencontre, le comité de surveillance des terres informa David qu'au Bangladesh, les paysannes et les paysans sans terre avaient le droit de recevoir des terres de l'État. Mais les fonctionnaires corrompus et les élites bien nanties manipulent le processus et bien des gens n'obtiennent rien du tout. Depuis six ans, les membres de Nijera Kori ont fait enregistrer 21 235 acres de terres publiques au profit de plus de 20 000 familles qui bénéficient maintenant d'une source fiable de nourriture et de revenus.

La mobilisation sociale – la méthodologie utilisée par Nijera Kori – consiste à organiser les gens pour rendre la société juste et équitable. Mais est-ce que cela améliore vraiment les conditions de vie des pauvres? La réponse est un oui retentissant! Nijera Kori s'est posé la question et a embauché des évaluateurs externes pour y répondre. Les femmes et les hommes de Nijera Kori ont amélioré leur sort en exigeant que l'État fournisse des services tels que les soins de santé, mais la prise de conscience de leurs droits – issue du processus de mobilisation sociale – a engendré d'autres améliorations concrètes dans la vie des gens. Les membres de Nijera Kori savent l'importance de la vaccination des enfants et du planning familial et ils s'en servent; ils sont plus susceptibles d'envoyer leurs filles à l'école primaire et leur alimentation est plus diversifiée et plus nutritive. Bref, ils ont amélioré leur sort ou, comme le dit une femme, « Pour nous, des droits concrets donnent des résultats concrets ». ❧



Comité de surveillance de la santé de Nijera Kori.



David Bruer, gestionnaire de programme, discute avec des membres du comité de surveillance de la santé de Nijera Kori.

Leaders de plein droit

En avril 2010, Rachel Gouin, membre du personnel, s'est rendue à Khartoum, au Soudan, où elle a entendu parler de la participation des femmes aux élections du pays. En 2006, Amanda Dale, qui siège maintenant au conseil d'administration d'Inter Pares, a fait partie d'un échange international avec des organisations de femmes soudanaises en vue d'élaborer des stratégies électorales. Rachel et Amanda échangent sur leurs expériences.



En vue des élections, les Soudanaises ont réussi à convaincre tous les partis d'adopter un quota de 25 % de candidatures féminines. Pour assurer que les droits des femmes soient intégrés aux programmes des partis, des organisations de femmes – dont l'homologue d'Inter Pares, le Gender Centre for Research and Training – ont offert aux candidates une formation sur les droits de la personne et les campagnes politiques. Elles ont aussi animé des programmes d'éducation sur l'inscription sur la liste électorale, le vote et l'observation des élections.



Rachel, comme c'est excitant! En 2006, j'ai voyagé avec des gens d'Inter Pares et nous avons travaillé avec des participantes de tout le Soudan lors d'une séance de planification et de plaidoyer de trois jours. Parmi les jeunes femmes, plusieurs ne savaient rien de leur fière histoire de défense des droits des femmes. Il y eut des moments très durs quand les plus vieilles ont reconstitué l'histoire du leadership des femmes qui s'est perdu après l'arrivée au pouvoir du régime intégriste. Nous avons parlé des stratégies utilisées pour combattre l'arbitrage religieux dans les différends qui relèvent du droit de la famille en Ontario, en faisant le lien avec la lutte des Soudanaises contre la loi de la charia. C'était assez incroyable comme discussion!



J'ai également rencontré des politiciennes. Sans grand soutien de leur parti, les femmes de divers partis ont fait alliance pendant la campagne, pour inciter les gens à voter pour des femmes et veiller à ce que les droits des femmes fassent partie des enjeux électoraux.



Tu me donnes la chair de poule! Autant je suis peinée d'entendre parler des difficultés vécues par les femmes, autant je me réjouis de voir que, quatre ans plus tard, elles sont encore là et s'expriment haut et fort. Quel courage! Inter Pares a profité de ma visite et de l'imminence des élections pour rassembler les gens et renforcer la société civile.



Les femmes se préparent maintenant en vue du référendum sur l'indépendance du Sud prévu pour 2011, et en vue des prochaines élections. Grâce à l'éducation civique qu'elles font auprès des jeunes, ceux-ci ne vont pas seulement voter et observer aux prochaines élections, ils vont se présenter comme candidats.



Cela confirme à quel point il vaut la peine de renforcer les groupes de la société civile. Même sous la botte d'un régime répressif, ça donne aux femmes le courage d'assumer leur leadership de plein droit. ✂

Quinze ans d'amitié : Cam et Joy McMann

Cam et Joy McMann sont des gens modestes. Leur maison de Calgary témoigne de plus de vingt ans de mariage – des photos d'enfants, des souvenirs de voyage, des livres et un chat « qui n'aime pas tellement la visite ». C'est une maison pleine de joie et de simplicité.

Le personnel d'Inter Pares a eu le grand plaisir de rencontrer Cam et Joy à plusieurs reprises et de nouer avec le temps une amitié confortable. Nous échangeons sur nos préoccupations, nos rêves d'avenir et notre désir de justice sociale.

Leur conscience sociale et politique commença à se développer alors qu'ils étaient un jeune couple à la fin des années 1980. Indignés de l'apartheid en Afrique du Sud, ils voulurent en savoir plus sur l'impact de la pauvreté et de la politique en Afrique – des amis leur parlèrent d'Inter Pares. Petit à petit, Joy et Cam en vinrent à apprécier le travail général d'Inter Pares pour aider à bâtir la société civile, en Afrique et ailleurs dans le monde. Ils découvrirent peu à peu que la justice sociale est un projet à long terme. Comme les médias abordaient peu les enjeux qui leur tenaient à cœur, ils se tournèrent vers les documents produits par des ONG pour approfondir leur analyse.

Au fur et à mesure de leur cheminement professionnel, Cam et Joy décidèrent de verser des fonds chaque année à des ONG. Ils optèrent pour des organisations comme Inter Pares, qui cherchent des solutions durables, ont des frais d'administration minimes et abordent les réalités économiques et sociales qui font obstacle aux processus démocratiques, tant au Canada qu'à l'étranger. Depuis le milieu des années 1990, Cam et Joy appuient chaque année le travail d'Inter Pares.

À notre dernière visite en mai, Joy nous a parlé d'un livre qu'elle était en train de lire, *The Soul of Money*. Elle dit qu'il l'a aidé à comprendre comment les dons en argent, lorsqu'ils sont canalisés adéquatement vers des groupes comme Inter Pares, lui permettent de faire partie du mouvement pour le changement social. Par leurs dons, Cam et Joy concrétisent leur engagement envers des projets de justice sociale durables et à long terme. Ce travail leur tient tellement à cœur qu'ils ont décidé de léguer des fonds à Inter Pares par testament.

En trente-cinq ans de travail pour la justice sociale, nous avons eu le plaisir de rencontrer plusieurs partisans et partisans d'Inter Pares, chaque fois avec l'impression de nous retrouver entre amis. ✂

Préparer à manger ou se faire dévorer



D'un bout à l'autre du pays, les gens parlent d'alimentation et de politique autour de la table. Dans les communautés autochtones de Colombie-Britannique jusqu'au Labrador, dans les communautés agricoles des Prairies et dans les quartiers déshérités des centres-villes, les gens imaginent un système alimentaire qui reflète leurs valeurs. Comme le dit Colleen Ross, agricultrice et collègue d'Inter Pares, « Ils parlent la bouche pleine – pleine d'idées quant à la façon d'améliorer notre système alimentaire! »

Ces assemblées de cuisines font partie du projet Pour une politique alimentaire populaire (PPAP), un réseau pancanadien de citoyennes, de citoyens et d'organisations qui s'affaire à créer la première politique globale en matière de souveraineté alimentaire. Cette politique est fondée sur la vision d'une société où personne n'a faim et où tout le monde est plus étroitement lié à ses sources d'alimentation; où les sources alimentaires et les fournisseurs sont à l'honneur; et où les gens définissent et façonnent les politiques qui régissent le système alimentaire au moyen d'un processus démocratique et inclusif.

Au cours des trente dernières années, les politiques gouvernementales ont entraîné l'effondrement de la pêche à la morue et ruiné les fermes familiales. L'introduction de cultures génétiquement modifiées a provoqué une augmentation spectaculaire de l'utilisation d'herbicides et de pesticides. Aux Nations Unies, on a même vu le gouvernement canadien essayer de lever le moratoire sur l'infâme technologie des semences Terminator.

Ces politiques touchent tout le monde. Nos factures d'épicerie augmentent au même rythme que les agricultrices et agriculteurs s'appauvrissent. Notre système de santé croule sous l'accroissement des maladies directement liées à la consommation d'aliments surtransformés, bourrés de gras et de sucre. Dans le monde, un milliard de personnes meurent de faim alors qu'un demi-milliard souffrent d'obésité. Il faut de toute urgence modifier l'orientation des politiques et remettre entre les mains des citoyennes et des citoyens le pouvoir de décision quant à la production, la transformation et la distribution de ce que nous mettons dans notre assiette. Cela a été exprimé de façon éloquente à l'assemblée générale annuelle d'Inter Pares en avril dernier, quand le militant kényan Firoze Manji s'est écrié : « *Il faut choisir : préparer à manger ou se faire dévorer!* »

Le PPAP a clairement décidé de *préparer à manger*. Le projet est issu de la Commission populaire sur l'alimentation des années 1970. Cette commission de la base a visité 75 communautés d'un bout à l'autre du Canada et documenté la façon dont le système alimentaire touchait la vie des gens. Son rapport final, *The Land of Milk and Money*, sonnait l'alarme sur les difficultés

que nous vivons aujourd'hui. Il a aussi informé toute une génération des enjeux politiques de l'alimentation. Depuis, on voit émerger un dynamique mouvement pour l'alimentation au Canada. Il est partout : conseils alimentaires municipaux, jardins communautaires, agriculture soutenue par la communauté, foires des semences, pêche durable à l'échelle locale, agriculture urbaine et fermes biologiques. En misant sur ces modèles à succès ancrés dans le milieu, le PPAP met de l'avant tout un éventail de points de vue et de solutions.

Le PPAP compte sur le soutien de son extraordinaire coordonnatrice, Amanda Sheedy, et sur un groupe de 70 énergiques bénévoles de tout le pays. Cela englobe des leaders ayant participé à la Commission populaire sur l'alimentation à l'époque, autant qu'une nouvelle génération d'agriculteurs, de chercheurs, de travailleurs communautaires et d'organiseurs qui tiennent sans relâche des assemblées de cuisines dans leur ville pour élaborer des propositions de politiques issues de la base. Depuis sa création en 2008, plus d'un millier de personnes ont participé au projet et des centaines de politiques ont été proposées. Une équipe de rédaction en fait la synthèse pour les intégrer dans une politique alimentaire populaire qui sera lancée en 2011.

Un élément sans doute aussi déterminant que la politique est le réseau qui est en train de se tisser d'un bout à l'autre du Canada entre les personnes qui aspirent à la justice du système alimentaire. Avec elles, Inter Pares a décidé qu'il n'est plus question d'attendre qu'on nous serve une politique – nous la préparons nous-mêmes dans nos cuisines! ☘

Participez au projet Pour une politique alimentaire populaire!

- Participez à l'assemblée de Sécurité alimentaire Canada à Montréal (26 au 28 novembre 2010) pour discuter de la Politique alimentaire populaire : www.foodsecurecanada.org
- Organisez une assemblée de cuisine chez vous
- Contactez la personne responsable dans votre région pour savoir comment participer. Consultez www.peoplesfoodpolicy.ca ou communiquez avec Amanda Sheedy à peoplesfoodpolicy@gmail.com

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Télec. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

